

Macron : « La dynamique

Dernière ligne droite avant le premier tour de la présidentielle dimanche pour Emmanuel Macron. Le leader d'En Marche ! est plus que jamais déterminé à affirmer ses convictions pour gagner

« Si la détermination ou le doute était quelque chose qui m'arrêtait, je n'aurais pas fait tout ça depuis un an. » Pourtant, Emmanuel Macron dit douter, raisonnablement. Avec raison ? Le « petit nouveau » sur l'échiquier politique joue pourtant, et ô combien, des coudes avec des ténors de la scène présidentielle, et les sacrosaints sondages, tout à la fois conspués et attendus comme le messie, le donnent même parfois en tête au soir du premier tour. Et de droite et de gauche comme il se définit, le leader d'En Marche ! a fait de cette « singularité » une force, en ralliant à sa cause quelques grandes figures, lasses des partis dont il veut affranchir la France et les Français. Déterminé à réformer le pays en profondeur, Européen convaincu mais conscient des enjeux, il est aussi très attaché à assurer la sécurité des Français sur le territoire. Et au-delà.

Interview : Karine MICHEL
krmichel@nicematin.fr

Photos doc : Patrick BLANCHARD
pblanchard@nicematin.fr



« L'intuition qui était la nôtre au lancement de notre campagne s'est vérifiée »

« Un esprit de conquête que rien n'arrête »

Êtes-vous serein à l'approche de ce premier tour ?

Je suis serein et déterminé.

Malgré les incertitudes qui planent sur ce scrutin, les scores donnés par les sondages sont très serrés ?

J'ai le sentiment que la dynamique est vraiment en notre faveur, particulièrement sur le terrain, à travers les nombreux événements qui sont organisés, ou les meetings. Il y a un an, personne ne pensait que nous serions là où nous sommes, et si nous en sommes là, c'est grâce à cet état d'esprit.

Doutez-vous, justement, du résultat dimanche soir ?

Je doute tous les soirs, mais tous les matins, je me réveille avec un esprit de conquête inébranlable. Ne voyez pas en moi une quelconque arrogance, car je suis d'une profonde humilité. Mais je garde mes doutes pour moi, et croyez bien que je vais me battre avec détermination jusqu'à la dernière seconde.

Quand vous avez lancé votre campagne, vous étiez « l'homme de la division, faisant le lit du FN », aujourd'hui, vous êtes le « vote utile »... Comment vous répondez à cela ?

Je réponds que l'intuition qui était la nôtre au début de notre campagne s'est vérifiée : dès avril 2016, j'ai lancé le mouvement

En Marche ! en disant non à l'organisation politique actuelle, parce que la gauche et la droite classique ne répondaient pas aux défis du pays. On a besoin de refonder une offre politique, de rassembler les progressistes des deux rives et la société civile.

Et de permettre que les gens qui croient dans l'Europe, mais de manière exigeante, qui sont pour les réformes économiques et sociales, qui croient dans la mobilité sociale et économique par l'école, qui sont pour la liberté et la protection, travaillent ensemble. Car jusque-là, à chaque fois, les progressistes de gauche étaient bloqués par les plus conservateurs de leur camp, et ceux de droite l'étaient de la même manière.

Vous l'avez vu d'ailleurs se jouer aux primaires : ce sont les conservateurs de chaque camp qui ont gagné ! Ils ont radicalisé leur base et laissé béant cet espace progressiste et réformateur que je revendique et dans lequel, à mon avis, une majorité de Français peut se retrouver.

Depuis votre rencontre avec le président de la région Paca, Christian Estrosi, il se dit que ce dernier « négocie » dans l'objectif des législatives...

Je ne négocie avec personne pour les législatives. Il n'y aura aucun accord d'appareil avec personne, je le répète. J'ai défini les principes

et c'est Jean-Paul Delevoye qui s'occupe des investitures avec une commission indépendante. Il ne négocie avec personne, il a reçu 14 000 candidatures de citoyens engagés, il les analyse de façon objective, en fonction du pluralisme, de l'indépendance, de la probité et de la compétence. Et surtout des règles de parité. J'ai vu Christian Estrosi, car c'est d'abord un dirigeant républicain, il a fait obstacle au Front national dans votre région...

« Il n'y aura pas d'alliance d'appareils »

Grâce aux voix de gauche. Vous ne pouvez pas l'ignorer, puisque Christophe Castaner – tête de liste PS aux régionales – s'est retiré en sa faveur pour faire barrage au FN...

J'ai d'ailleurs rendu hommage à Christophe Castaner à ce sujet, lors du meeting de Marseille ! Christian Estrosi le sait, il a toujours là-dessus été très élégant, et l'a reconnu. Mais en l'espèce, nous avons des accords républicains, des désaccords également, mais c'était une preuve de respect mutuel de nous rencontrer.

Comment allez-vous concilier les différentes alliances pour disposer d'une majorité parlementaire

stable ?

Je l'ai dit dès le début : il n'y aura pas d'alliance d'appareils. Il y aura des investitures derrière l'étiquette « majorité présidentielle », qui permettra d'avoir une majorité cohérente. Il n'y a d'ailleurs pas d'incohérence chez moi : ce que je propose sur les réformes, sur l'Europe, la laïcité, c'est clair. Et je ne propose pas à des gens qui se détestent et qui ont des divergences profondes d'être dans le même parti. Aujourd'hui, vous avez à gauche des hommes et des femmes investis par le PS qui ont marqué leurs désaccords avec Benoît Hamon. Si demain, ce dernier devait gagner la présidentielle, ils ne pourront pas gouverner avec lui. Vous avez le même schéma à droite avec François Fillon.

Les parlementaires qui viendront, sous l'étiquette « majorité présidentielle » gouverner avec moi, proviendront d'origines diverses, mais auront tous rejoint un projet cohérent et qu'ils partageront en commun.

Que répondez-vous à Jean-Pierre Raffarin qui, mercredi, déclarait : « Emmanuel, ton tour viendra mais ce n'est pas celui-là... »⁽¹⁾ ?

Qu'il laisse les Français décider. Leur tour à eux est peut-être déjà passé et ils ne l'ont peut-être pas encore compris !

1. Au micro de Patrick Cohen sur France Inter.

C'est dit !

► « Droite et gauche ont radicalisé leur base. »

► « Ma réforme des retraites marquera la fin des régimes spéciaux. »

► « Je veux être le président du travail. »

► « En matière de terrorisme, personne ne peut garantir le risque zéro à nos concitoyens. »

► « Dans la mesure où notre mouvement politique présentera des candidats partout aux législatives, il sera, après la présidentielle, amené à devenir un parti. »

► « Le Parti socialiste et Les Républicains, c'est la recette pour, comme le disait le général de Gaulle, avoir la chienlit ! »

► « Je suis un guerrier ! »



est en notre faveur ! »

« On doit continuer à améliorer nos forces de renseignements »

Un attentat terroriste a été déjoué en début de semaine (1). Comment éradiquer la menace à son origine, formule que vous avez employée lors du débat télévisé ?

La bataille se situe à l'international autant que sur notre sol, d'où mon engagement fort en faveur de nos forces armées. Car ceux qui commettent des attentats sur notre sol ont leurs racines à Raqqa, en Syrie. Au niveau national, nous devons continuer à renforcer nos forces d'intervention (Raid, GIGN, etc.) et nos services de renseignements. C'est pourquoi je souhaite que l'on recrute 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires.

Vous êtes également favorable au maintien de l'état d'urgence ?

On voit bien qu'aujourd'hui, c'est indispensable. C'est grâce aux perquisitions administratives – autorisées par l'État d'urgence – que les deux suspects de cette semaine ont pu être débusqués et arrêtés. Cela montre l'importance de maintenir, à ce stade, la procédure. Mais cela ne change rien à la nécessité de continuer à reconstruire nos forces de renseignements, en particulier le renseignement territorial, qui ont été abîmées par Nicolas Sarkozy

et François Fillon. Il faut également améliorer la coordination de nos divers services de renseignements afin qu'aucune information ne soit négligée. C'est pourquoi, si je suis élu, une *task force* (2) anti-Daesh sera mise en place et directement placée sous mon autorité. Elle travaillera sept jours sur sept et 24 h sur 24 à agréger les données obtenues par les différents services de renseignements, notamment sur Internet.

Vous évoquez également une Europe de la Défense. Que répondez-vous à ceux qui, comme Jean-Luc Mélenchon par exemple, en parlent comme d'une « Europe de la guerre » ?

Je pense qu'il fait une erreur. Lui propose le désarmement de la France et de l'Europe, c'est le contraire de ce qu'il faut faire. La paix se construit par une diplomatie forte, une capacité de dissuasion et donc grâce à une vraie force militaire ! Le désarmement de la France, c'est le désarmement face au terrorisme, c'est l'incapacité à construire notre paix au profit d'une paix imposée par Moscou ou par d'autres. À côté de nos capacités propres, qui doivent être renforcées,

l'Europe de la Défense, c'est la solution pour mettre des moyens en commun, avoir une plus grande coordination et donc une capacité d'actions renforcée.

Les autres États européens sont-ils prêts à vous suivre ?

Je ne suis pas sûr que l'on puisse le faire à 27 demain, compte tenu de divergences qui existent, en particulier avec la Pologne et quelques autres. Mais je suis sûr que l'on peut déjà beaucoup à quelques-uns seulement, en particulier avec l'Allemagne...

Vous avez évoqué le sujet avec Angela Merkel ?

Tout à fait. J'avais présenté ce projet à l'université Humboldt (Berlin, Ndlr) en janvier dernier, en expliquant que le pacte franco-allemand devait se refonder sur les sujets économiques, d'investissement, climatiques, mais aussi de Défense. J'en ai également parlé avec la chancelière. Je suis confiant quant à la volonté de l'Allemagne d'aller plus loin en la matière.

1. Cette interview a été réalisée hier après-midi, avant donc les événements sur les Champs-Élysées, à Paris.

2. Forme d'organisation temporaire créée pour exécuter une tâche ou activité donnée.



« Ne céder à aucun compromis sur vos valeurs »

Vous évoquez la situation en Syrie. D'autres pays – comme la Corée du Nord, la Turquie – sont de plus en plus considérés comme des menaces pour la paix. Quelle politique internationale mener face à ce danger ?

La politique internationale que je veux mener – et c'est le rôle historique de la France – consiste à assurer la sécurité de nos citoyens. Cela implique de lutter contre ceux qui fomentent des complots terroristes partout dans le monde, en Syrie ou ailleurs, et de construire la paix, parce que notre sécurité dépend aussi de la stabilité internationale. C'est un travail diplomatique et militaire indispensable. Il faut donc se garder de la fascination qu'ont certains pour les décisions qu'on appelle « néoconservatrices ».

Aller destituer un régime pour ce qui nous apparaît parfois simplement comme le plaisir de le destituer est une faute. On se retrouve ensuite avec des groupes qui accroissent encore le désordre et font donc peser un plus grand risque sur la sécurité internationale. C'est ce qui s'est passé en Irak, en Afghanistan, ou en Libye.

Enfin, notre politique doit aussi défendre nos valeurs, nos droits et lutter contre le changement climatique. Dans ce cadre-là, j'aurai une politique attachée à notre indépendance. Dans la tradition que je qualifie de « gaullio-mitterrandienne », elle impliquera de ne céder à aucun compromis sur nos valeurs, de hiérarchiser nos priorités et de n'être fasciné par aucun régime. C'est mon grand désaccord avec M^{me} Le Pen, M. Mélenchon et M. Fillon et leur fascination pour M. Poutine. Fascination coupable, puisque M. Poutine est certes à la tête d'un grand pays, mais il ne défend en rien nos valeurs, ni ce pour quoi nous nous battons.

Nous avons, par ailleurs, besoin d'un ordre mondial stable et pour cela, nous devons renforcer le multilatéralisme, qui permet d'éviter l'escalade de la violence. L'escalade de la violence est le risque des années à venir, face à des régimes autoritaires ou des actions non coordonnées. L'ONU est le bon cap – nous sommes membres du conseil de sécurité – c'est une chance et il faut savoir la renforcer et l'utiliser. Ensuite, je veux, pour assurer notre sécurité, la défense de nos valeurs et la stabilité du monde, une politique européenne plus forte et en particulier un axe franco-allemand extrêmement structuré.

« J'investis 15 milliards d'euros dans la formation professionnelle »

Vous proposez la suppression des indemnités chômage dès lors que l'on refuse deux emplois dits « décents ».

Où placez-vous le curseur de la décence et n'est-ce pas un vol de droits sociaux des travailleurs qui ont cotisé plusieurs années avant de se retrouver au chômage ?

Non, car je change justement en profondeur le système d'assurance chômage. Il ne doit plus être une assurance individuelle, mais un système de solidarité financé par l'impôt, la CSG en l'occurrence, et non plus les cotisations. Je souhaite faire de l'assurance chômage une prestation universelle, car elle est aujourd'hui injuste : quand vous êtes commerçant, artisan, indépendant, agriculteur, vous n'avez pas droit au chômage. C'est à cela que je veux y remédier. La contrepartie du financement par l'État, c'est la possibilité d'exercer un contrôle légitime des bénéficiaires. Concrètement, dans le premier mois qui suivra l'inscription au chômage, on fera un bilan de compétences. Si des offres d'emploi correspondent à vos compétences, que la rémunération est proche de celle qui était la vôtre au moment de votre licenciement, vous pouvez en refuser deux, mais pas plus : c'est en ce sens que ce système reposera sur de nouveaux droits, mais aussi de nouveaux devoirs. S'il n'y a pas d'offre décente disponible, la solution est alors la formation.

C'est pour cela que j'ai proposé d'investir 15 milliards d'euros dans la formation professionnelle et que nous réorganisons Pôle emploi. Si vous êtes licencié dans un secteur qui est en crise, vous serez formé pendant six mois ou un an et vous devrez ensuite accepter l'emploi qui vous sera proposé à l'issue de la formation. Il y a un million et demi de chômeurs qui n'ont aujourd'hui pas les bonnes compétences pour retrouver un emploi.

Se battre contre le chômage, c'est bien sûr simplifier le droit du travail, dynamiser l'économie, relancer l'investissement,

mais c'est donc aussi former les chômeurs.

Vous voulez redéfinir le dialogue social en entreprise. N'est-ce pas ouvrir une porte sur le chantage à l'emploi ?

Si c'était pour laisser l'individu face à son employeur oui, vous avez raison ! Parce que c'est une relation asymétrique et qui peut conduire à des chantages. Mais s'il s'agit des accords de branche, qui sont préférables lorsqu'il y a de très petites entreprises, ou des accords d'entreprise, s'il s'agit d'un véritable dialogue social comme je le propose, vous mettez simplement les gens face à leurs responsabilités.

Et sans accord majoritaire, c'est la loi qui prévaudra. Vous donnez ainsi une incitation à dialoguer. Un employeur qui veut changer les choses va pouvoir construire une transformation dans et par le dialogue social. S'il verse dans le chantage, les représentants des salariés lui refuseront la possibilité d'aller de l'avant. Et c'est la loi qui s'appliquera.

Vous voulez supprimer la taxe d'habitation. Comment garantir que les ménages ne se trouvent pas confrontés à une « deuxième taxe », si les communes augmentaient leurs taux locaux, hausse qui ne serait pas prise en charge par l'État ?

Il ne faut pas oublier les 20 % qui continueront de payer la taxe d'habitation. Ces ménages-là ne pourront pas payer deux fois. Les communes auront la garantie que l'État rembourse à l'euro près la perte fiscale liée à la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des Français que je propose. Leur intérêt n'est d'ailleurs pas de le faire, puisqu'il y a un couperet : l'électeur ! Si elles le font, alors leurs électeurs verront l'injustice de la politique que leurs élus conduisent et ne manqueront pas d'agir en conséquence.